

Conférence de Jean-Claude RICHEZ
Séminaire régional Envie d'agir
Tomblaine – 30/05/2008

Je vous remercie Monsieur le Directeur Régional pour cette invitation. Je remercie également tous les partenaires, dont la présence en nombre aujourd'hui témoigne d'une véritable dynamique territoriale en Lorraine autour de la question de l'engagement des jeunes.

On m'a demandé de parler de l'engagement des jeunes dans leur rapport au territoire. Je vous propose prendre comme point de départ la réflexion commune selon laquelle les jeunes ne s'engageraient plus. Cette absence d'engagement des adolescents se traduirait notamment par le désintérêt pour la chose publique et, de façon plus précise, pour la politique. De même, les jeunes refuseraient de prendre des responsabilités dans le cadre associatif ou de s'engager dans le long terme.

Dans le premier point de mon intervention, j'interrogerai donc la réalité de ce désengagement des jeunes pour mettre en évidence dans la deuxième partie, le fait que les jeunes s'engagent mais autrement. J'essaierai de définir ce nouveau régime d'engagement. Enfin, dans une troisième partie, j'évoquerai la plus value pour les territoires des politiques d'accompagnement et de soutien aux initiatives des jeunes.

En France, l'engagement est très fortement connoté. Cela perturbe un peu les débats sur cette question puisque, jusqu'à une date relativement récente, on a considéré que l'engagement par excellence était l'engagement politique. L'intellectuel engagé prenait position politiquement, il prenait « parti » et l'engagement noble en France a longtemps été l'engagement politique, suivi de l'engagement syndical puis éventuellement de l'engagement associatif. Les autres formes d'engagement étaient assez dépréciées. Le bénévolat était considéré comme relevant « des bonnes

œuvres », de la charité, se confondait avec les actions au profit de la paroisse. Le bénévolat était en quelque sorte dévalorisé en France. D'autres pays, les pays anglo saxons ne partageaient pas du tout cette même vision négative. Le bénévolat y a toujours été considéré de façon positive.

La semaine dernière, j'ai participé à une journée d'étude organisée par le groupe de recherche sur les militants associatifs (GRMA). A cette occasion, j'ai pris part à une petite discussion extrêmement révélatrice. Pour certains, le bénévole était défini comme celui qui veut faire le bien, qui fait preuve de charité. Or même étymologiquement, ce n'est pas le sens du terme : le bénévole c'est celui qui participe à une activité de son plein gré, sans aucune connotation par rapport au bien.

Cette approche négative hypothèque notre capacité, aujourd'hui, à lire ce qui se passe et introduit un certain retard par rapport à l'évolution des réalités sociales ou des modalités d'engagement, en particulier en ce qui concerne les jeunes.

En fait tout ce que je vais développer au sujet de l'engagement des jeunes, au sujet du nouveau régime de l'engagement des jeunes, concerne de fait une grande partie de la population. Ce régime n'est pas propre aux jeunes mais est en train de devenir la norme en matière d'engagement pour l'ensemble de la population.

Y a-t-il une crise de l'engagement des jeunes ?

Il est évident que si l'on reprend comme critère l'engagement politique, il y a un très fort désengagement des jeunes. Mais ce n'est pas aussi simple.

J'évoquerai ici un sondage réalisé sur les 12-18 ans qui est absolument révélateur. Il met en évidence que 80 % des jeunes s'intéressent peu ou pas du tout à la politique. C'est énorme 80 % ; seulement 20% manifestent un intérêt pour la politique.

78 % n'évoquent jamais les questions politiques en famille. Quand on demande à ces mêmes jeunes de se situer sur une échelle droite gauche : 43 % ne se situent ni à droite ni à gauche, ils ne prennent pas parti. Derrière ces 43 %, il faut savoir que 23% refusent de se positionner. 59% pensent que les politiques disent tous la même chose, 90% que les politiques ne sont pas à l'écoute des jeunes. 16 % envisagent de s'engager dans une association et seulement 6 % dans un parti politique. Le tableau est assez saisissant et encore on pourrait aller plus loin. Sur les deux derniers chiffres que je viens de citer, nous sommes en dessous de la réalité. Il y a encore une distance entre l'intention et la réalité : 16 % des jeunes déclarent vouloir s'engager dans une association mais ils ne sont que 7 % à s'engager réellement dans des associations, et 1% seulement dans un parti politique.

En tout état de cause, il y a donc une défiance massive par rapport à ce qui constituait la forme noble de l'engagement en France. Pour ce qui est de l'engagement syndical ou associatif, c'est exactement la même chose.

Il convient tout de même de préciser que cette défiance envers les institutions n'a pas comme seul objet l'institution politique au sens le plus général du terme. Selon une autre enquête menée pour la Fondation de France, la représentation de l'entreprise n'est pas beaucoup plus brillante: la même défiance est manifestée par les jeunes quant à l'institution « entreprise » qui est rendue responsable du développement du chômage et des ravages de la mondialisation. Même chose d'ailleurs pour des médias : seulement 26 % des jeunes font confiance aux médias. Cela fait partie d'un contexte assez général de défiance par rapport à un certain nombre de grandes institutions. L'une des rares qui s'en sorte favorablement est l'institution scientifique : les jeunes lui font relativement confiance.

Malgré cette approche extrêmement négative, 72 % des jeunes pensent que voter

est utile ... ceci ne veut pas dire nécessairement qu'ils vont ensuite exercer ce droit de vote ! Fait extrêmement révélateur de cet intérêt accordé à l'acte d'aller voter : trois millions de jeunes se sont inscrits sur les listes électorales lors des dernières élections présidentielles. On constate là une petite faille : on se méfie de la politique telle qu'elle est instituée mais on considère le vote comme un droit fondamental et on ne se désintéresse pas de la chose publique. Un certain nombre d'éléments vont dans le même sens et à l'encontre de cette idée de désintérêt des jeunes pour la chose publique en général.

Les jeunes montrent en premier lieu un intérêt pour le local, et cela nous renvoie directement aux problématiques territoriales. Ils ont une image différente du politique au niveau national et du politique au niveau local. Le maire est la seule personnalité politique, en dehors du président de la république, fortement identifiée par les jeunes. Il est, en effet, la figure à peu près connue par tous les jeunes, figure dont ils attendent aussi beaucoup de choses. Les maires en ont d'ailleurs pris conscience. Chaque année, à l'occasion du salon des maires qui se tient à l'automne à Paris, l'association des maires de France organise une grande enquête auprès de ses adhérents. Peu à peu, on a vu monter l'intérêt des maires pour les questions de jeunesse. Celles ci sont devenues ces trois dernières années leur préoccupation première.

Ensuite, phénomène tout à fait familier mais que l'on se doit de noter, ces jeunes qui ne s'intéressent pas à la chose publique sont aussi capables de se mobiliser lorsque des questions d'intérêt général les interpellent ou lorsqu'il en va de leur intérêt propre et même de leur avenir. L'investissement en politique prend une forme essentiellement protestataire. Depuis le début des années 70, on assiste tous les trois ans à peu près à une importante mobilisation étudiante ou lycéenne. On a ainsi pu juger des conséquences de l'action contre le CPE ou encore, la même année, les effets des

émeutes de l'automne 2005 qui ont amené à revoir un certain nombre de politiques publiques. Ces mobilisations ont presque une dimension rituelle. On s'aperçoit qu'elles apparaissent régulièrement: trois ans c'est pratiquement les années lycée, c'est la période de renouvellement des générations scolaires ou lycéennes ou étudiantes. Certains auteurs, je pense en particulier aux travaux d'Anne Muxel qui est politologue à Sciences-Po Paris, y accordent une très grande importance en tant que forme de socialisation politique et d'engagement.

On pourrait citer un autre exemple d'engagement, que certains d'entre vous connaissent, en évoquant les conseils de jeunes. Depuis la fin des années 80, un certain nombre de collectivités ont mis en place des conseils. Ceux-ci font souvent l'objet de discussions, de polémiques. Il est de bon ton de dire que finalement il s'agit le plus souvent d'un alibi qui ne sert pas à grand-chose. Malgré cette opinion courante très négative des collectivités se sont engagées et continuent à s'engager dans cette voie et partout les jeunes répondent « à l'appel », parce que cela entre en résonance avec leurs modes d'engagement. Ils se mobilisent à chaque renouvellement, ils participent aux activités du conseil des jeunes et cela est vrai pour des milliers de communes, pour un grand nombre de départements et de régions. Dans ces instances, ils sont prêts à s'engager pour un ou deux ans en général.

Plus récemment, je ne sais si c'est le cas en Lorraine, on note également une multiplication des juniors associations qui fonctionnent un peu comme les conseils de jeunes privilégient la participation par l'action. Il y a plus de 700 juniors associations en activité sur l'année scolaire 2006/2007 rassemblant près de 8000 jeunes mineurs autour de projets. Dans certaines régions, en particulier en Bretagne, le réseau est extrêmement dense.

On peut aussi citer l'exemple de l'Association pour la Fondation Etudiante

pour la Ville (AFEV) qui fait essentiellement de l'accompagnement éducatif. Cette association mobilise entre 5000 et 8000 étudiants par an pour faire de l'accompagnement éducatif. Et chaque année elle réussit à renouveler et à remobiliser des milliers d'étudiants.

On pourrait évoquer dans le même ordre d'idée un sondage qui précise qu'à peu près un jeune de 18-25 ans sur deux consacre du temps à une activité volontaire à caractère bénévole au moins une fois dans l'année.

Lorsque l'on interroge les jeunes, la deuxième valeur qu'ils mettent en avant, après le respect, est la solidarité. L'étude déjà mentionnée, faite pour la Fondation de France, parle d'un nouveau triptyque républicain qui serait « respect » (c'est le premier item mentionné par 48 % des jeunes), « solidarité » (immédiatement après) et « égalité ». Ce qui fait dire à l'auteur : *« Nous sommes ainsi passés de « Liberté - égalité - fraternité » à « Respect - solidarité - égalité ».*

Les jeunes que l'on dit par ailleurs très individualistes savent faire preuve d'une très grande ouverture d'esprit et d'une très grande curiosité pour ce qui se passe dans le monde, pour les questions de société. J'étais, il n'y a pas très longtemps encore, professeur d'histoire géographie. Tous mes collègues enseignants ont toujours été frappés par l'importance des questions posées sur l'actualité, c'était aussi mon expérience. Les jeunes ont besoin, je pense que tous les éducateurs peuvent en témoigner y compris ceux qui interviennent dans un cadre non formel, de discuter, de débattre, d'entendre un point de vue sur le monde au-delà de ce qui est délivré par la télévision, la presse, les médias. Ils ont un fort besoin d'échanger en direct.

Autre élément que je souhaite souligner : lorsque l'on prend le tableau de la répartition des projets soutenus par Envie d'agir, ou encore dans le cadre du programme jeunesse de l'Union européenne, on constate qu'une majorité de projets renvoie à des activités ou

des initiatives dans le champ culturel et sportif. Vous allez sans doute me dire qu'il s'agit là d'activités purement narcissiques... Je pense qu'il ne faut pas négliger l'importance de cette dimension individuelle et personnelle. A travers les activités culturelles et sportives, une réalisation personnelle est certes en jeu mais également la capacité à développer des relations interpersonnelles avec d'autres, et ceci est extrêmement important. C'est une forme, et cela apparaît dans l'enquête, de sociabilité amicale et on sait toute l'importance qu'accordent les jeunes à l'amitié.

Selon une enquête réalisée il y a six ans sur les valeurs des jeunes l'amitié, la relation avec les amis est la valeur plébiscitée en premier lieu. La seconde est la famille et la troisième le travail. « *Amis - famille - travail* », cela n'est pas sans rappeler « *Travail - famille - patrie* ». Mais lorsque que le travail et la famille sont évoqués ici, ce n'est pas du tout au sens traditionnel. La famille est considérée comme la cellule de base, de protection et d'exercice d'une solidarité immédiate, première et essentielle. Le travail est évoqué en ce sens qu'il apporte l'argent qui est la condition nécessaire à l'autonomie. Par contre la construction identitaire ne se fait pas autour du travail comme cela pouvait être le cas jadis, surtout dans des régions comme la Lorraine où la notion du travail était extrêmement présente ou valorisée.

Au-delà de tout investissement personnel, relations inter-personnelles, sociabilité, recherche de l'estime de soi, il y a dans tout engagement aussi une dimension citoyenne. S'investir dans une activité sportive ou culturelle, c'est aussi participer à la vie de sa cité, de son territoire. Je mentionnerais ici une citation extraite de l'enquête réalisée par la Fondation de France: « *La citoyenneté* », explique un jeune de 22 ans, « *peut prendre différentes formes. Etre dans une association culturelle, pour moi, c'est s'investir dans les affaires publiques* » Le sens est donc bien différent. Ce qui était perçu auparavant comme une démarche individuelle d'accès à la culture, comme élément éventuel d'émancipation

personnelle, est aujourd'hui conçu comme un réel engagement citoyen contribuant à la vie de la cité, contribuant au vivre ensemble.

Dernier point illustrant le déplacement du champ d'engagement des jeunes : j'ai dit tout à l'heure que seulement 7 % des jeunes adhèrent à une association mais dans le même temps, lorsqu'on les interroge, ils manifestent un très fort attachement aux associations. C'est ainsi que 85% des jeunes font confiance aux associations pour faire évoluer la société. Si l'on veut faire évoluer la société, la changer, la transformer, l'améliorer ... le vecteur privilégié est l'association. Quand on les questionne sur le pourquoi, les jeunes apportent deux éléments de réponse, qui nous éloignent du militantisme associatif traditionnel : ils évoquent en premier lieu la capacité des associations à apporter du « service » et aussi à apporter un certain nombre de réponses pratiques immédiates. C'est une capacité reconnue aux associations et appréciée par les jeunes que de s'investir dans des actions de tous les jours.

Tous les éléments évoqués ci-dessus vont dans le même sens indiquent que si les jeunes ne s'engagent plus selon les mêmes modalités que par le passé, il n'en demeure pas moins qu'ils ne se désintéressent pas de la chose publique. Ils vont souvent s'investir et ces investissements auront autant de sens que ceux des générations précédentes.

Le nouveau régime d'engagement des jeunes

Ces engagements ne sont plus, par contre, des engagements à caractère idéologique. Les jeunes ne s'engagent plus pour une grande cause, pour défendre une certaine vision du monde. Les grands systèmes (système libéral, communiste, socialiste, confessionnel) structuraient jadis entièrement les modes d'engagement. Il y avait le parti, les syndicats, il y avait aussi tous les réseaux associatifs qui en relevaient directement ou indirectement. Si j'étais par exemple catholique, j'étais pris en charge en quelque

sorte du berceau à la tombe par ce réseau catholique. Petit, j'allais à la paroisse, puis dans le patronage, le club de gymnastique confessionnel, ensuite je devenais éventuellement bénévole ou responsable d'une association du réseau. Je me serais engagé dans le scoutisme et jamais je ne serais allé vers les Eclaireurs Unionistes de France ou aux Eclaireurs de France. A priori l'appartenance idéologique de mes parents désignait à l'avance mon mode d'engagement. Aujourd'hui, on s'engage de manière bien plus pragmatique, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de valeurs. Il y a des systèmes de valeurs mais qui ne renvoient pas à des systèmes d'explication globale du monde. C'est ce que les philosophes, les politologues appellent la fin des grands récits explicatifs du monde ; dans la mesure où ils sont en crise il devient difficile évidemment de structurer l'ensemble de la société.

L'engagement des jeunes se fonde sur une adéquation entre leurs valeurs propres et celles que la cause portée par l'association véhicule. Par exemple, je vais m'engager dans une association qui apporte une aide humanitaire aux enfants, si cela est important pour moi ; mais ce qui va surtout être essentiel dans ma prise de décision, c'est que mon engagement servira immédiatement à quelque chose. Je fais quelque chose, je donne de mon temps mais cela doit se voir immédiatement, je dois en voir les effets (effets personnels et effets aussi sur l'environnement, effets pour moi et pour l'association). Voilà un élément important qui n'est plus du tout dans la logique ancienne de l'engagement porteur d'un certain sens du sacrifice : je me sacrifiais pour l'avenir, pour les autres. Aujourd'hui : j'y trouve un intérêt personnel, je fais avancer les choses et c'est visible immédiatement.

Ceci est parfaitement résumé par l'AFEV, que je citais tout à l'heure, dont le slogan, le mot d'ordre est : « Etre utile ». Ce qui compte en premier lieu c'est d'être utile à son environnement immédiat. Pour les plus

anciens dans cette salle, c'était quelque chose d'absolument inconcevable. Aucun étudiant, quel que soit son bord, ne s'engageait pour être utile ; il s'engageait en fonction d'une idéologie et pour transformer le monde. Si on lui avait posé la question : « *Est-ce que c'est pour être utile ?* », il aurait répondu : « *Non, ce n'est pas pour être utile, c'est parce que j'ai des valeurs, je crois en un certain système et je veux transformer le monde en fonction de mes valeurs* ». Pour notre génération, la notion d'utilité était extrêmement dévalorisée et, personnellement, lorsque j'ai vu pour la première fois le slogan de l'AFEV, j'ai trouvé cela complètement étranger à mes représentations, à ma vision du politique, à ma vision du monde.

Il y a eu un profond changement à ce niveau. Lorsqu'un jeune s'investit aujourd'hui dans un projet c'est pour deux raisons. Premièrement parce que c'est gratifiant pour lui, deuxièmement parce que cela peut avoir un impact sur des choses auxquelles il est attaché et parce que l'action est immédiatement visible.

Evidemment cette nouvelle réalité bouleverse profondément les modes de fonctionnement de ceux qui s'engagent et les modalités d'engagement. Cela pose problème pour les partis politiques et surtout pour les associations. Le rapport entre celui qui va s'engager et l'association ne va plus être de la même nature. Que va attendre le jeune de la part de l'association ? Il ne va pas attendre un grand discours sur la société, il va attendre que l'association lui apporte son concours, son aide pour réaliser son initiative, pour mener à bien son expérience.

C'est extrêmement clair dans le cas de l'AFEV, que je citais tout à l'heure : les étudiants restent un an, au mieux 2 ans, ensuite on ne les voit plus. Ils vont s'engager sur d'autres objectifs, comme en témoigne une étude récemment réalisée par Pascal **BAVOUX** qui met en évidence que ces jeunes ne se perdent pas dans la nature mais s'orientent vers d'autres projets. Leur choix

peut aller vers une action de solidarité internationale alors qu'ils étaient auparavant mobilisés sur une action de proximité ou bien vers un projet relatif à l'environnement parce qu'une autoroute va passer à proximité de leur quartier ou pour lutter contre l'installation d'une usine d'incinération.

Il y a continuité dans les engagements mais sur des cibles différentes. C'est ce qu'un sociologue, Jacques ION, a appelé l'adhésion « post it » : à l'image du post it que l'on colle sur une cible, l'engagement se situe un jour là, un autre jour là-bas... le post it est toujours là mais il change de place. Je viens de citer les cohortes d'étudiants bénévoles de l'AFEV mais c'est exactement la même chose pour les jeunes membres des conseils de jeunes : ils sont conseillers 2 ans peut-être 4 ans puis on les retrouve investis dans d'autres champs comme dans celui des associations ou éventuellement dans le champ politique. Je me permets de vous renvoyer à ce sujet aux travaux de Nathalie Rossini (ANACEJ). On pourrait ainsi citer en Lorraine, comme dans le reste du pays, les anciens conseillers jeunes que l'on a retrouvés sur les listes lors des dernières élections municipales.

L'engagement des jeunes n'est pas soumis à un référencement idéologique : je vais très bien pouvoir m'engager un jour dans une action portée par le Secours Catholique et puis l'année d'après me mobiliser dans une action proposée, impulsée par le Secours Populaire. Cela était inconcevable il y a 40 ans : le Secours Populaire était communiste, le Secours Catholique était catholique. Je pourrais aujourd'hui aller une année chez les Scouts de France et puis l'année d'après chez les Eclaireurs de France sans que cela ne me pose de problème. Je m'oriente vers ceux qui sont le plus en réponse avec mes attentes immédiates.

Il n'y a plus de perspective idéologique mais ce qui est valorisé, au-delà d'être utile, c'est l'expérimentation et cela est extrêmement important me semble-t-il, en particulier pour nous et pour tous ceux qui sont en position

d'éducateur. Je vais m'engager sur une action et à travers cette action je construis, je me construis comme sujet autonome en capacité de prendre mes responsabilités, je construis ma représentation du monde par « bricolages successifs ». La question de la transmission ne se fait plus de haut en bas, des anciens vers les jeunes mais juste à travers une succession d'expériences. Chaque individu, à travers ces engagements successifs, élabore ses propres définitions du monde, ses propres définitions en terme de valeurs et de responsabilité. Cela modifie complètement le positionnement de l'éducateur qui va maintenant être dans une position d'accompagnateur. Ce que le jeune attend de lui, c'est qu'il puisse l'accompagner sur le chemin qu'il va parcourir pendant un certain temps et c'est à travers ce « compagnonnage » que va se faire la transmission.

La transmission ne se fait plus d'autorité, nous ne sommes plus du tout sur les mêmes modes de transmission. L'héritage est en permanence en débat, les enseignants sont bien placés pour le savoir, et doit faire l'objet de négociation. La capacité à choisir, à négocier devient un élément absolument essentiel.

Voilà quelques éléments qui peuvent caractériser ce nouveau régime d'engagement. Il fait une large place à l'expérience et à l'expérimentation dans le parcours des jeunes.

La dimension territoriale de l'engagement

A partir de ce que je viens d'évoquer, il est évident que la dimension de territoire devient une dimension importante. Elle pose cependant une vraie question, que je voudrais évoquer dès à présent.

La territorialisation des politiques de soutien aux initiatives et à l'engagement des jeunes ne doit pas conduire à l'enfermement de l'initiative sur son territoire, à une sorte

« d'assignation à territoire » alors qu'il y a un vrai problème de mobilité de la jeunesse. Cela correspond à la vraie attente des jeunes, si on considère le nombre de projets à caractères internationaux (environ 30 % des projets en Lorraine), d'après les chiffres que m'a communiqué Thierry Roos et le rapide calcul que j'ai pu effectuer. Dans un monde mondialisé la circulation est importante, on ne peut pas obliger le jeune à mener un projet limité à son territoire. Il y a une absolue nécessité à l'inverse à faire l'apprentissage de la mobilité. C'est d'ailleurs un des axes fondamentaux, comme vous le savez, des programmes jeunesse à l'échelle européenne.

L'un des objectifs à poursuivre en terme de politique territoriale, c'est aussi d'encourager les jeunes à bouger, à « aller voir ailleurs ». On sait les effets extrêmement destructeurs de l'assignation aux quartiers dans les grandes villes. On a tendance à y enfermer les jeunes sans penser qu'ils sont déjà très attachés à leur territoire d'origine (toutes les séries d'enquêtes mettent cela en évidence) mais qu'ils ont aussi envie d'aller voir « ailleurs ». Cela implique qu'on les accompagne. Je me souviendrai toujours d'une discussion avec des jeunes : « *Pourquoi quand vous venez d'un quartier populaire d'une grande ville de l'Est de la France et que vous allez au centre ville, pourquoi vous vous déplacez toujours en groupe ?* » Et les jeunes de répondre : « *Ben, c'est parce que ce n'est pas notre monde, on n'est pas sûrs, on a peur et donc on sort en groupe.* ». Le déplacement devient un apprentissage d'autres codes, d'autres modes de vie, d'autres références et il est extrêmement important d'accompagner cette démarche et de ne surtout pas éluder la question de la mobilité.

Malgré tout, l'enracinement sur un territoire est un élément important parce que cela permet une vraie visibilité et il ne doit jamais être perdu de vue comme espace de valorisation. Tout projet enraciné sur un territoire permet de mesurer immédiatement les effets.

Lorsque l'on accompagne des initiatives de jeunes, il faut tenir compte de tous ces aspects. S'il s'agit d'aller à l'autre bout du monde, il est essentiel pour moi d'accompagner le départ mais aussi le retour et la retombée de l'action sur le territoire d'origine. Il faut valoriser cette initiative et la réception de cette initiative, montrer que l'action des jeunes apporte aussi quelque chose à la vie du quartier : en terme de reconnaissance mais aussi en terme d'apport, de transfert de connaissances.

Mon troisième point, fait référence à la citation de ce jeune homme que j'évoquais tout à l'heure et qui disait qu'une action culturelle intervient aussi dans le champ public de par sa dimension citoyenne. Il est nécessaire de valoriser la dimension civique de l'action. Il est certes important d'aller voter, mais il est aussi important d'avoir dans les faits su mobiliser, d'avoir su faire bouger les choses dans son quartier, dans sa ville ou dans sa région. C'est là toute l'importance de la participation par l'action, d'une citoyenneté active qui a un impact sur les conditions de vie et qui permet d'agir sur son environnement immédiat.

Mon quatrième point est consacré à la dimension participative. J'ouvre ici un vrai débat parce qu'il me semble qu'on ne peut pas parler des questions d'initiative de jeunes, d'engagement de jeunes, sans parler aussi des questions de conseils de jeunes, qu'ils soient locaux ou régionaux. Leur existence est essentielle parce qu'ils sont des espaces privilégiés de la reconnaissance de la valeur de citoyenneté de l'engagement des jeunes par l'autorité politique, de la possibilité aussi d'instaurer un dialogue entre les jeunes et l'autorité politique et éventuellement même de peser sur la décision politique. Je pense qu'en terme de citoyenneté, la question de l'interaction est importante. Ce n'est pas exactement la même chose de développer une action entre soi ou en relation, en discussion, en dialogue avec une autorité politique. C'est un aspect à ne pas négliger dans les politiques locales de jeunesse. C'est pourquoi je pense en

particulier que les projets développés dans le cadre de conseils de jeunes sont extrêmement importants. Quelque part ils interpellent au quotidien les pratiques des élus et des administrations des collectivités sur leur territoire.

Cinquième élément : la valorisation de ces initiatives entraîne aussi un changement quant à l'image des jeunes. On mobilise leur potentiel, leur savoir-faire et leur expertise, expertise d'usage, alors que cela n'est en général pas fait dans le cadre de l'école. En dehors des savoirs académiques, on essaie de prendre en compte d'autres savoirs ; cela est plus courant dans le cadre de l'éducation non formelle, au sein des associations où l'on essaie de valoriser d'autres compétences et de renverser l'image du jeune comme danger, essentiellement facteur de trouble, etc. Ceci est d'une importance capitale en terme de cohésion sociale. On ne peut pas vivre en permanence sur l'idée que les jeunes sont un danger ou une menace pour la société ! Si l'on est seulement sur cette logique, on s'engage vers une destruction du lien social. A contrario, favoriser, reconnaître, inscrire dans la cité les initiatives des jeunes, les développer est le seul moyen de rétablir du lien social et du dialogue.

Je vous renvoie aux enquêtes de la fondation WYETH, et notamment du baromètre de l'adolescence publié annuellement, qui mettent en évidence que le principal facteur de déstabilisation des jeunes adolescents est l'absence de dialogue avec les adultes. C'est le premier facteur de crise et de difficulté pour les jeunes. Contrairement à une idée reçue nous sommes dans un déficit de dialogue à tous les niveaux : au sein même de la famille comme à l'extérieur. Les jeunes trouvent peu d'interlocuteurs dans l'espace public pour répondre à leurs questions, à leurs envies ou à leurs ambitions.

De manière plus anecdotique, nous avons mené récemment une enquête sur la question de l'information jeunesse. A l'origine de ce travail une réunion publique il y a quelques années sur la question de

l'orientation scolaire avec environ 150 personnes, essentiellement des jeunes et des parents d'élèves, et en face des représentants du rectorat du centre d'information jeunesse et de divers services de l'administration municipale. Tous les parents, tous les jeunes nous disaient : « *Il y a un problème, nous ne sommes pas informés sur la question de l'orientation scolaire* ». Toutes les personnes à la tribune disaient : « *C'est absolument impossible ! Vous ne pouvez pas ne pas être informés : le rectorat a fait 20 000 plaquettes, le CRIJ en a fait autant, les conseillers d'orientation sont venus dans les écoles* ». Mais les gens disaient : « *Mais non, nous ne sommes pas informés* ». Se pose ici la question des conditions d'appropriation de l'information.

Comme je suis têtu et tenace, j'ai trouvé une opportunité pour engager un travail de recherche sur cette question. Pourquoi ces jeunes qui sont théoriquement abreuvés d'information concernant leur orientation continuent à avoir l'impression de ne pas être informés ? Nous nous sommes aperçus que la première source d'information pour les jeunes est Internet, une source privilégiée absolue à 90 %, si ce n'est 100 %. Ils s'en expliquent : « *On a toutes les informations qu'on veut sur Internet mais on a besoin de pouvoir discuter avec un adulte sur ces informations que l'on trouve, de les confronter, de trouver une personne relais avec qui on va discuter sérieusement, échanger à partir de ce qu'on a pu trouver. C'est ce qui nous manque aujourd'hui. Ils nous donnent des brochures, mais nous ce qu'on veut c'est pouvoir discuter.* » Cette question du dialogue est une question absolument essentielle.

Au-delà de ces considérations, et pour terminer très rapidement : un territoire qui réserve des espaces pour les initiatives jeunes contribue à renouveler, à modifier les représentations des jeunes. Il apparaît comme un territoire dynamique donc attractif. C'est particulièrement important dans les territoires qui, en milieu rural, tendent à perdre leurs habitants. C'est un objectif économique absolument essentiel. Quand il y a une plus forte agrégation de population jeune, il faut se donner les

moyens de valoriser ce potentiel d'initiative et de création. Le fait qu'en Lorraine, les institutions et les acteurs économiques se mobilisent pour la création d'un club de partenaires pour l'initiative des jeunes, démontre qu'ils sont bien conscients qu'il y a là un véritable enjeu économique. Je pense que toutes les politiques qui favorisent l'engagement des jeunes sont des politiques de dynamisation d'un territoire et de lien social.

J'ai développé l'essentiel de mon propos autour de l'importance de l'engagement des jeunes, de l'importance de la participation. Mais à contrario, il faut faire extrêmement attention et ne pas avoir systématiquement tendance, à dire « *Si vous ne vous engagez pas, si vous ne participez pas, vous êtes des bons à rien !* ». Les jeunes ne peuvent pas être, pas plus que nous adultes, en permanence mobilisés dans des initiatives, dans des projets.

Et pour qu'il y ait des initiatives et des projets il faut aussi que l'on laisse des temps, des lieux, des moments pour se retrouver, pour se rencontrer. Cela n'est pas possible si on ne laisse pas aussi une place aux jeunes dans la cité pour se retrouver, pour favoriser la socialisation et, à travers cette socialisation, favoriser l'engagement. Il y a la nécessité de laisser des espaces libres pour les jeunes.

Je connais des situations absolument caricaturales où dans un quartier doté d'un équipement de proximité, les animateurs disent : « *C'est bizarre, on n'a pas de projet jeunes. On a un programme ambitieux d'aide aux projets mais finalement les jeunes ça ne les intéressent pas. Ça prouve bien qu'ils ne veulent pas s'engager, qu'ils ne s'intéressent pas à la chose publique, qu'ils préfèrent glander dans le quartier.* » Alors je leur pose immédiatement la question : « *Quelle est la place pour se retrouver ? Est-ce que dans cet équipement ils ont une place, des moments pour être entre eux ?* ». Si on leur impose comme préalable d'avoir un projet pour venir dans la structure, évidemment cela ne peut pas fonctionner.

Il ne peut pas y avoir de politique ambitieuse en terme de soutien à l'engagement des jeunes s'il n'y a pas une réflexion approfondie autour de la question de la place qu'on leur fait dans la cité, dans l'équipement, dans la ville, sur leur place dans l'espace public.

Et la place dans l'espace public renvoie à une autre question plus fondamentale encore qui est celle de la façon dont, à l'échelle d'un territoire, on pense ou on ne pense pas la question de la relation entre générations et de la part que l'on réserve réellement au renouvellement des générations. Au-delà des discours que l'on trouve sur tous les blogs, sur tous les sites de toutes les municipalités, de toutes les collectivités « *La jeunesse est l'avenir de notre région, de notre département, de notre commune, de notre quartier...* » cela implique qu'effectivement on pose des actes. Si la jeunesse représente l'avenir, il faut réserver des ressources, réserver du temps, réserver des espaces pour cette génération.

Ce n'est pas toujours le cas. Je prends juste un exemple tout à fait caricatural, qui est celui des dernières élections municipales. Hier, j'étais à Roanne et un maire des environs me disait : « *C'est quand même quelque chose de remarquable et un réel problème : il y a 7 ans j'avais 47 ans et maintenant j'en ai 54. Il y a 7 ans la moyenne d'âge de mon conseil municipal était de 47 ans et cette année elle est de 54 ans !* ».

Si vous regardez autour de vous, vous constaterez cette extraordinaire difficulté qu'a aujourd'hui la représentation politique à se renouveler et à faire place aux jeunes. Alors évidemment, on trouvera pleins de bons arguments pour dire qu'on ne peut pas laisser sa place aux jeunes parce qu'ils ne sont pas concernés, ils ne sont pas sérieux (...) mais au final cela ne contribue pas tellement au dynamisme d'une société. C'est le partage des richesses mais aussi le partage de place qui y contribue.